

Sauver la typographie

L'Imprimerie nationale, pour combler les pertes dues à son changement de statut, a vendu ses ateliers parisiens, posant ainsi la question de la conservation de cinq siècles de typographie. Le collectif Garamonpatrimoine propose la maintenance de l'atelier autour d'un pôle de formation.

C'est au fonds de pension américain Carlyle que l'Imprimerie nationale a décidé de céder, pour 85 millions d'euros, son bâtiment parisien. Ce bâtiment unique, témoin du passé industriel de la capitale, s'érige sur 38 000 mètres carrés au 27, rue de la Convention. Bien que partiellement classé, le site n'en est pas moins actuellement en travaux pour se transformer en immeubles de bureaux.

Avec lui disparaît une grande partie de la mémoire de cette industrie qui touche à l'art. C'est dans cette institution créée par le roi François I^{er} que furent fondées, puis conservés dans le bâtiment de 1922, les polices de caractères qui servent encore aujourd'hui de modèles. Qui a pris, et pourquoi, une telle décision? Le Pdg de l'entreprise publique, dans le but avoué de renflouer les caisses. En 2003, l'Imprimerie nationale affichait en effet une perte de 105 millions d'euros. C'est que, devenue une société anonyme, l'entreprise est totalement déstabilisée. Celle qui était vouée à l'impression des documents officiels perd peu à peu ses marchés publics.

Pétitions et appels se succèdent

Les trésors que renfermait ce bâtiment sont nombreux. Outre la statue de Gutenberg, érigée au centre du magnifique jardin, une centaine de machines témoignent de l'histoire de l'imprimerie depuis le siècle des Lumières. En fait, tout ce que le métier de typographe porte de savoirs et de techniques disparaît un peu avec les salles de la rue de la Convention.

De nombreux intellectuels réclament aujourd'hui que ce patrimoine unique ne soit pas dispersé. Un appel, signé par plusieurs professeurs du Collège de France, rappelle par exemple que "sans cette typothèque unique au monde, constamment maintenue au jour et élargie, les études orientalistes n'auraient tout simplement pas existé".

Signée par 22 000 personnes, dont de



L'université Paris XIII et l'École Étienne proposent de maintenir le pôle formation.

nombreux professeurs étrangers, une pétition a été lancée par le collectif Garamonpatrimoine (du nom de Claude Garamond, un des fondateurs de la typographie). Elle a pour but d'obtenir des pouvoirs publics, et singulièrement du ministère des Finances qui est le ministère de tutelle de l'Imprimerie nationale, la volonté et les moyens de conserver ces fonds uniques au monde. Moins par amour du passé que pour développer la typographie autour des savoir-faire encore existants des personnels de l'Imprimerie nationale. Comme le dit un appel, "La lisibilité de nos écrans relève de la typographie, la mise en page sur le web ne peut se faire avec succès qu'avec des connaissances typographiques, la messagerie multilingue sur internet est une affaire d'encodage typographique". Bref la typographie a un avenir dont la France ne peut se démunir.

Les poinçons à l'Arsenal?

Parmi les pièces uniques que conservait l'Imprimerie nationale dans son bâtiment parisien, se trouvent des milliers de poinçons en acier. Dans plus de soixante-dix écritures et alphabets différents de langues anciennes et modernes, ils ont été rassemblés pendant quatre siècles. L'atelier des poinçons et l'atelier du livre, ainsi que les personnels qui les font vivre, ont déménagé à Ivry, loin des dernières activités qui sont désormais à Douai.

Le ministère de la culture ébauche l'idée d'une simple conservation à la bibliothèque de l'Arsenal dépendant de la BnF. Le lieu n'est pas adapté ou demanderait des travaux d'un tel coût que cela paraît peu envisageable.

C'est pourquoi le collectif soutient l'idée de maintenir l'atelier, à la fois dans un but de conservation, et surtout dans un but de formation. Deux entités se sont déclarées intéressées. L'université Paris XIII en lien avec le département de la Seine-Saint-Denis propose une Maison internationale de l'illustration à Bobigny. L'École supérieure Étienne des arts et industries graphiques, rattachée administrativement à la Ville de Paris propose d'accueillir l'atelier pour la formation, la création et la recherche. Le ministère de l'Éducation nationale, sollicité, refuse toujours d'intervenir dans l'affaire.

PAULINE RIVBAUD



L'appel aux 22 000 signatures

La pétition demande que l'ensemble des pièces issues du bâtiment ne soit « divisé ni dans son contenu, ni dans ses fonctions : musée et conservation, création de caractères, édition, enseignement, recherche ». Ce patrimoine peut "être accueilli à Paris par une institution, dotée de moyens conséquents, capable de l'enrichir et de le développer" ou "faire l'objet d'une fondation". "Il y a de précieux objets à sauver, mais aussi des hommes, des métiers, un savoir qui seront perdus pour l'humanité entière."